

## Le Péché de l'économie

Daniel Marchildon

Number 34, Spring 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/43224ac>

[See table of contents](#)

---

**Publisher(s)**

Les Éditions l'Interligne

**ISSN**

0227-227X (print)

1923-2381 (digital)

[Explore this journal](#)

---

**Cite this article**

Marchildon, D. (1985). Le Péché de l'économie. *Liaison*, (34), 65–65.

## Le Péch<sup>é</sup> de l'économie



Daniel Marchildon (Photo : J. Villemaire)

L'avarice, c'est un de mes seuls péchés. Un péché surtout visible dans ma collection de disques et ma bibliothèque, toutes les deux minables. Je ne possède à peu près aucun produit culturel qui date de moins de quatre ou cinq ans.

La plupart de mes livres, je les achète en vente, ou à un marché aux puces, presque toujours en livre de poche. De même, bon nombre de mes microsillons portent, dans un des coins, le petit trou traître, la marque d'un « delete », une édition épuisée à jamais parce que les ventes n'en justifient pas une réédition. J'ai très rarement payé un disque plus que 5 ou 6 dollars.

Bref, je collectionne des produits culturels peu populaires et peu chers.

Cela tient, en partie, à mes goûts un peu ésotériques mais, encore plus, à ma situation financière peu enviable. Cette situation découle du fait que je ne me suis pas dirigé vers une carrière très rémunératrice et que j'ai choisi de me consacrer, dans la mesure du possible, à la production de la littérature.

Mais voilà mon paradoxe personnel : moi qui aspire à produire de l'art, je m'alimente en produits culturels en solde. Je n'appuie donc pas les artistes créateurs qui, c'est bien connu, viennent difficilement à bout de vivre de leur métier. Les droits d'auteur, cette marge de « profit » d'un artiste créateur, diminuent avec le prix du produit. Même les producteurs de culture (maisons d'édition, compagnies de disques) n'ont pas la vie facile comme en témoignent les récents troubles financiers d'une maison d'édition bien connue, McClelland et Stewart de Toronto. Alors pourquoi ne suis-je pas capable de me résigner à débours<sup>er</sup> 10 \$ pour le microsillon d'un compositeur que j'apprécie et que je voudrais voir poursuivre son œuvre ?

L'argent ? Sans doute. Alors pourquoi donc ne rationaliserais-je pas ma consommation culturelle ? C'est-à-dire, plutôt que d'acheter trois livres plutôt vieux, en solde, pourquoi ne pas prendre le même argent et acheter une parution récente ?

C'est que, je crois, le problème relève autant d'une mentalité vis-à-vis de la consommation culturelle que des temps économiques assez durs. Nous sommes habitués à payer, et ce très cher, des vêtements qui nous donnent une bonne parure (mais qui ne nous gardent pas nécessairement au chaud, ou confortables). Ou encore à payer pour de la culture opium, comme ce cinéma américain qui divertit mais n'a rien à dire.

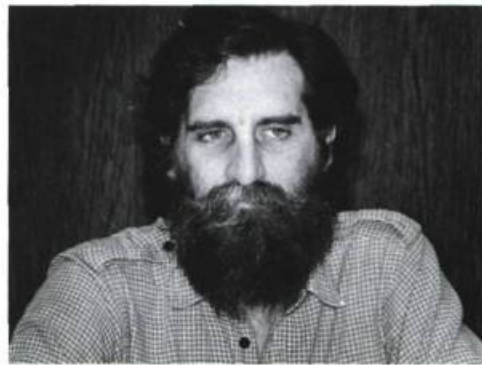
Mais dépenser 20 \$ sur un roman qui fait penser autant — et peut-être même plus — qu'il ne divertit, ça, rien dans l'éducation de notre société ou dans le système économique qui nous gouverne ne nous incite à le faire. En fait, les deux derniers nous en découragent.

La littérature, le théâtre, le cinéma, la musique, l'art visuel ne contribuent en rien à notre confort physique et matériel. Depuis le début des temps, et surtout dans la société occidentale contemporaine, le pain a toujours passé avant la pensée. Même quand le pain s'obtient de plus en plus facilement.

Ainsi, même si un jour je finis par accepter un « vrai travail », rémunérateur, qui me permet d'accéder à une certaine aisance, vous me trouverez probablement toujours dans la section des livres au rabais, des disques à édition épuisée. Malgré moi.

Daniel Marchildon

## À propos de ce réseau ontariois de télédiffusion



Les Ontariens pourraient donc avoir accès à leur propre réseau de télévision éducative, par un système qui relierait les câblodiffuseurs par satellite à l'antenne torontoise de TVOntario. C'est un vieux rêve qui se réaliserait, si l'on me permet de paraphraser monsieur Georges Gauthier, président du Comité consultatif francophone (CCF) du réseau provincial de télédiffusion.

La prudence et la réserve traditionnelles des représentants de la francophonie ontarienne ont refait surface au lendemain de l'annonce de la conclusion d'une entente entre les ministres responsables du dossier des communications culturelles, madame Susan Fish de l'Ontario et monsieur Marcel Masse, au niveau fédéral. Les ministres s'étaient engagés à recommander à leur cabinet respectif d'entériner une entente fédérale-provinciale qui assurerait, entre autres, le financement d'un réseau autonome français au sein de TVO (voir section « p'tites nouvelles »).

Dans les milieux artistiques, on réagissait positivement tout en souhaitant que ce réseau devienne enfin véritablement ontariois. On m'assurait récemment, à l'occasion d'une réception offerte à Ottawa par la direction des services en français de TVO que tel serait le cas. Admettons que dans le secteur de développement des communications en Ontario et ailleurs, il y a toujours des retards à rattraper. Il faut aussi que TVOF devienne véritablement provinciale dans le sens des efforts entrepris dernièrement.

Les participants au Symposium organisé conjointement par le CCF de TVO et le Conseil des affaires franco-ontariennes en mars 1983 avaient été fermes sur ces questions : on y avait entre autres recommandé à TVO d'accorder des contrats de productions à des entreprises ontariennes.